

## Crise de l'euro

## Tandis que l'euro chute, PS et UDC monnaient leur soutien au FMI

**La Suisse doit davantage contribuer au fonds de crise du FMI. C'est unanime... mais pas gratuit pour le PS et l'UDC**

Xavier Alonso Berne

«Un euro à 50 centimes suisse, c'est extrême. Il y aurait pas mal de problèmes. Pas seulement pour la Suisse, mais aussi pour les pays européens. J'imagine qu'il y aurait une réaction forte de l'UE avant que l'on touche ce plancher.» Pour le pilote économique du PS Alain Berset, la situation est préoccupante mais il n'y voit aucune raison de paniquer. A Berne, les déclarations du président de la Banque nationale suisse (BNS) Philipp Hildebrand, le 10 décembre, sont prises comme des alertes: le signal que la Suisse envisage tous les scénarios.

D'ailleurs, lors de la session de décembre, la Berne politique devait débattre des nouvelles garanties accordées au Fonds monétaire international (FMI) pour soutenir le dispositif de sortie de crise. Mais, au

Conseil national, PS et UDC ont refusé de traiter en urgence la contribution extraordinaire au FMI de 12,5 milliards de francs, déjà approuvée par les Etats en mai 2009.

En effet, le Conseil fédéral espérait que ce crédit soit finalisé au National en décembre 2010, en même temps qu'un deuxième engagement à hauteur de 18 milliards en faveur des nouveaux accords d'emprunts (NAE) du FMI. Cette deuxième enveloppe a, elle, été acceptée par le Conseil des Etats il y a dix jours. Mais le National ne la traitera pas avant mars 2011 au mieux.

Or, aujourd'hui, la zone euro risque l'effondrement de sa monnaie. Une chute qui aurait des conséquences sur l'économie suisse. «La situation est dangereuse, mais pas dramatique», analyse l'UDC zurichois Ulrich Schliier. «La Commission de politique extérieure du National traitera ces demandes en janvier et les inscrira au planning de la session de printemps: le courant normal. L'euro est une création de l'Europe, c'est sa responsabilité. Et la Suisse doit obtenir des garanties. Surtout en ce moment, où l'on nous explique que la voie bilatérale est finie.»

In fine, ce sont plus de 30 milliards (la Suisse est le 8e pays



L'effondrement de l'euro aurait des conséquences sur l'économie suisse. KEYSTONE



**Ulrich Schliier**  
Conseiller national (UDC/ZH)

**«L'euro est une création de l'Europe, c'est sa responsabilité. Et la Suisse doit obtenir des garanties»**



**Carlo Sommaruga**  
Conseiller national (PS/GE)

**«Aider les pays industrialisés sans aider les pays les plus pauvres n'est pas cohérent»**

contributeur au fond d'emprunt du FMI) qui sont bloqués pour des raisons politiques. L'UDC ne veut pas que des prêts sans contrepartie servent à refinancer des pays européens en difficulté. Et le PS entend, lui, lier le dossier FMI à celui du 0,5% de l'aide au développement. «Aider les pays industrialisés sans aider les pays les plus pauvres n'est pas cohérent», signale Carlo Sommaruga (PS/GE). Aussi le PS a récolté les signatures qui lui permettront d'exiger une session extraordinaire sur les deux questions: FMI et aide au développement, au cas où le Conseil fédéral demandait une session extraordinaire, avant mars 2011, pour traiter du seul FMI.

Au centre droit, on se désole de ce «manège... La Suisse doit prendre ses responsabilités et ne pas instrumentaliser sa participation au FMI», tance Martine Brunshwiler Graf (PLR/GE). «L'aide au développement? Ce n'est pas comme si on ne faisait rien. Peut-être doit-on donner davantage? Je suis d'accord d'en débattre, mais pas de faire des bras de fer en liant cela à une question comme la stabilité financière de l'Europe.»

Voir aussi en pages 3 et 13

PUBLICITÉ

30° magazine

www.30degrees.com

Dès le 24 décembre

Retrouvez le magazine **30° degrés** sur votre Ipad en version française, allemande ou anglaise. Aussi sur [www.30degrees.tv](http://www.30degrees.tv)

Presented by **Columbia**

## Le Parti socialiste exige une stratégie nationale de l'argent propre

**Le parti craint que la Suisse ne subisse de nouvelles pressions internationales**

Au nom de la sauvegarde de la place financière helvétique, le Parti socialiste (PS) exige du gouvernement une stratégie de l'argent propre. Sans changement de cap, la Suisse va subir un regain de pressions internationales et une chute massive du volume d'argent placé dans les banques.

Pour étayer ses dires, le PS a présenté hier deux études indépendantes. Ainsi, un abandon abrupt du secret bancaire, en 2016 par exemple, pourrait entraîner la fuite de tout l'argent non déclaré - quelque 700 milliards de francs - ainsi qu'une chute des rendements de 50%, explique le professeur Teodoro Cocca, de l'Université de Linz (A).

Afin d'éviter ce «scénario du pire», la Suisse devrait se doter d'une stratégie de la qualité, reposant sur les déclarations de fortune spontanées et une mise en

conformité des normes fiscales. Cette stratégie réduirait la probabilité d'un choc exogène.

A moyen terme, elle susciterait une réduction des rendements de 13%, due au recul des avoirs de la clientèle et des marges bénéficiaires. Mais cette diminution serait compensée d'ici à 2018.

Une deuxième étude du KOF (Institut de recherches conjoncturelles de l'Ecole polytechnique fédérale de Zurich) montre une évolution semblable pour la croissance du produit intérieur brut,



**Alain Berset, conseiller aux Etats (PS/FR)** LAURENT CROTTET

au gré des scénarios. Dans le pire des cas, le PIB pourrait, par exemple, tomber de 2,4% en 2016.

Face à ces risques importants frappant l'ensemble de l'économie, la seule stratégie dangereuse consiste à ne rien faire, juge le conseiller aux Etats Alain Berset (PS/FR). Les socialistes ont élaboré une motion exigeant du Conseil fédéral qu'il mette sur pied une stratégie basée sur l'argent propre et la qualité.

Le texte reste ouvert sur le contenu: «Nous ne voulons pas imposer une solution toute faite.» A la question de savoir si elle doit se baser sur l'échange automatique des informations, Alain Berset se contente de dire «à voir». Seule certitude, les banques devraient se concentrer sur la gestion d'argent déclaré.

Pour le PS, l'essentiel est de ne pas attendre de nouvelles pressions pour agir. Car les accords fiscaux que la Suisse négocie avec l'Allemagne et l'Angleterre ne résoudront les problèmes que temporairement. **ATS**

## Insulter sur Facebook est punissable

**Une Saint-Galloise a reçu une amende pour avoir traité un homme de «couillon»**

Les insultes sur Facebook peuvent mener au tribunal. Une jeune Saint-Galloise en a fait l'expérience: elle a été condamnée à une peine pécuniaire avec sursis et une amende pour avoir traité un homme de «couillon» sur le réseau social.

Le juge d'instruction chargé du dossier a confirmé hier une information du journal gratuit *20 Minuten*. Le jugement n'est pas

encore entré en force. L'affaire a débuté au printemps 2010. Un habitant de Saint-Gall a obtenu que le local culturel «KuGl» ne puisse plus organiser des concerts jusqu'à 5 heures du matin en fin de semaine. Un groupe contre la fermeture du club s'est alors créé sur Facebook.

Dans ce groupe, une jeune femme de 19 ans a traité l'opposant au «KuGl» de «couillon» («Seckel»). Le citoyen a porté plainte. Le juge a considéré qu'il y a eu insulte. Il a condamné la jeune femme à une peine pécuniaire avec sursis de 7 jours-amendes à 30 francs

(210 francs) et 100 francs d'amende.

Pour les experts, il s'agit d'une première en Suisse. Mark Saxer, directeur du SPIK, le congrès informatique des polices, salue ce jugement. «Les insultes sur Internet sont la forme moderne du pilori», souligne-t-il.

La conseillère nationale zurichoise Barbara Schmid-Federer (PDC) est aussi satisfaite. Elle a déjà déposé deux postulats contre le mobbing sur Internet. Dans sa nouvelle intervention, elle demande la création d'un délégué au cybermobbing. **ATS**